

syndicat de classe

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 4
 20 Octobre - 17 Novembre 1969

Les leçons des dernières luttes

Le mois qui vient de s'écouler est gros d'enseignements pour le mouvement ouvrier. La bourgeoisie, après avoir, durant toute une année, attaqué le prolétariat par mille moyens détournés, s'est décidée, pendant les vacances, à lui porter un coup direct : la dévaluation et son cortège " d'austérité " .

La réponse des salariés ne s'est pas fait attendre : grève illimitée chez les cheminots et à la R. A. T. P., agitation persistante des postiers et des dockers, remous à l'E. D. F. ; mille mouvements qui, explosant un peu partout, ne demandaient qu'à se généraliser et s'unifier... Mais ce qui aurait pu devenir une RIPOSTE MASSIVE s'est enlisé dans la dispersion ; ce qui avait débuté sur un terrain de classe s'est perdu dans les méandres des " négociations " et il est urgent de dire pourquoi.

Sous la forme désordonnée des grèves de septembre perceait une tendance unitaire : dans tous les mouvements déclanchés presque simultanément figurait la revendication fondamentale capable de rassembler toutes les catégories ouvrières : la diminution de la journée de travail, donc le germe, dans les faits, de l'unité de la lutte prolétarienne.

La lutte des classes n'est créée par personne, elle sort des entrailles mêmes du capitalisme. La grande industrie, en unifiant les conditions d'existence du prolétariat, dresse collectivement la classe exploitée contre la classe exploiteuse. Le rôle des organisations de classe du prolétariat est d'unifier les énergies qui se dégagent de cette lutte dans une armée, oui ! une armée centralisée et consciente de ses objectifs propres ; une armée dont chaque prolétaire doit devenir un combattant, mais dont chaque militant est déjà un officier, chaque direction syndicale un Etat-major.

Or, quel a été le rôle des directions des organisations syndicales à qui revenait naturellement la direction du mouvement ? De briser l'unité réelle vers laquelle il tendait. Deux exemples nous suffiront pour l'illustrer : les grèves des cheminots et à la R. A. T. P.

A aucun moment les chefs syndicaux n'ont déclaré la grève qui avait éclaté spontanément. Ni à la S.N.C.F. ni à la R.A.T.P. où, pendant le premier jour, deux lignes seulement ont été complètement arrêtées, les autres fonctionnant avec leurs ouvriers, faute de directives syndicales. Refusant d'étendre le mouvement aux catégories autres que les " roullants ", les responsables allèrent jusqu'à mettre en garde ceux qui étaient tentés de le faire : les dirigeants cégétistes se placèrent ainsi à la remorque du Syndicat autonome qui avait menacé de se retirer de la grève si elle débordait de son cadre catégoriel initial.

Pour tenter d'étouffer le mouvement qui éclatait chez les Postiers, pour conjurer celui qui menaçait à l'E.D.F., les directions syndicales poussèrent activement à la négociation et c'est bien contre leur volonté qu'à la R.A.T.P. certains dépôts d'autobus s'arrêtaient quelques jours après ceux du métro. De plus, elles s'opposèrent finalement à la mise en place des piquets de grève indispensables à la réussite du mouvement.

Lorsque l'Etat-major d'une armée n'assume pas la responsabilité des opérations de ses bataillons sur la ligne de feu, lorsqu'elle les isole et refuse tout renfort aux points où la lutte fait rage, lorsqu'elle renonce délibérément à renforcer les positions conquises, que dit-on de cette attitude ? Qu'elle est CRIMINELLE !

Les ouvriers, par dessus toutes les questions de catégories, posaient la revendication générale de la diminution de la durée du travail. Les bonzes syndicaux, eux, voulaient résoudre des " problèmes particuliers " par des " négociations séparées " ! Il n'existait pas l'ombre d'une différence entre ce que réclamaient les cheminots, les salariés de la R.A.T.P. et même les postiers ambulants. Mais les chefs syndicaux se refusèrent, en dépit de tout, à établir un plan de lutte commun pour ces catégories et se préoccupèrent surtout de garder les contacts avec patronat et direction en vue d'arriver le plus vite possible à des " solutions ". Voilà donc un Etat-major qui, au lieu d'organiser l'ensemble de la bataille, préconise la signature de traités de paix, *bataillon par bataillon* !

A propos d'une grève déjà déclenchée et dont les dirigeants syndicaux ne faisaient que constater l'existence, ces derniers faisaient voter, dépôt par dépôt, centre par centre et même ligne par ligne, pour décider s'il fallait ou non la faire, pour déterminer la " forme " à lui donner, pour établir le " cahier de revendications " qu'elle devait déposer. Beau contenu de la nouvelle formule de " démocratie à la base " ! Or la fonction primordiale du syndicat, celle pour laquelle il est né, c'est de briser les limites naturelles que la production capitaliste impose aux ouvriers : l'atelier, l'usine... ou le dépôt. C'est de briser tout localisme en organisant les salariés, non pas en fonction de ce qui peut les différencier, voire les opposer entre eux, mais en fonction des intérêts communs qui les opposent : comme collectivité au capitalisme, et, ayant tout du besoin impérieux d'obtenir la réduction de la journée de travail et l'augmentation du salaire.

La direction d'une organisation de lutte qui, après que ses membres aient affronté déjà l'adversaire, les consulte, les un après les autres pour s'assurer qu'ils veulent " vraiment " se battre et qui feint d'ignorer leurs buts, qui abandonne chaque détachement à son sort et refuse de coordonner les escarmouches éparées, bref qui oublie son rôle propre, est une direction défaitiste, vendue à l'ennemi. Avec un pareil Etat-major, l'organisation syndicale n'a plus d'autre ressource que d'accepter les conditions posées par le patronat. Pour les faire admettre aux ouvriers, les dirigeants syndicaux ont fait la navette entre les deux parties, chantant victoire à chaque miette obtenue et s'employant à faire voter la reprise du travail dans un dépôt après l'autre : de véritables *commis-voyageurs du patronat* !

Fuyant la responsabilité du mouvement, s'opposant à sa gé-

néralisation et se hâtant d'y mettre un terme, ils ne s'en tintrent pas là : en s'excusant auprès des " usagers " des ennuis provoqués par la grève, ils désertèrent, en fait, des ouvriers contre d'autres ouvriers.

Il y avait pourtant un moyen bien évident de solidariser les salariés privés de leurs moyens de transport avec les grévistes de la S.N.C.F. et du métro : c'était de les appeler, eux aussi, à la lutte. Au lieu de cela, les responsables syndicaux se sont plaints de l'intransigence du patronat qui prolongeait le conflit. Drôle d'Etat-major qui, voyant que deux divisions ne suffisaient pas pour remporter la décision, reproche à l'armée ennemie de continuer le combat au lieu de jeter des effectifs nouveaux dans la bataille !

Nul ne peut nier l'opposition qui existe entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie. Mais face à cette réalité indéniable, il y a deux attitudes radicalement opposées : celle des militants prolétariens dignes de ce nom qui préconisent l'unification des luttes,

(Suite au verso)

A la porte, les " entremetteurs ! "

Après le réveil des luttes revendicatives, et surtout Mai 68, la Direction de la C. G. T. a inventé une nouvelle stratégie syndicale, encore plus répugnante que celle des grèves tournantes, par atelier et au compte-goutte : c'est la stratégie qui réduit l'organisation syndicale au rôle d'intermédiaire, d'entremetteur, entre les ouvriers et les patrons et l'Etat.

Dans une tribune libre du " Monde ", M. Krasucki a fort bien défini cette stratégie. On accuse, dit-il, la C. G. T. de fomenter des grèves dirigées contre le Gouvernement, et en même temps on prétend qu'elle est débordée par la " base " et tente de freiner les luttes ouvrières. Dilemme cornélien, n'est-ce pas ? Eh bien, M. Krasucki s'en sort par une piquette : " Ces deux accusations s'annulent réciproquement ". Autrement dit, il y en a qui accusent la C. G. T. d'être " révolutionnaire " et il y en a qui l'accusent d'être contre-révolutionnaire. Par conséquent, vous voyez bien qu'elle n'est ni l'un ni l'autre !

Qu'est-ce qu'elle est alors, la C. G. T. ? Rien du tout. Simple-ment l'intermédiaire entre (non pas la révolution et la contre-révolution, nous n'en sommes pas encore là) les revendications des ouvriers et les exigences du capital. Et la pratique actuelle des bonzes de la C. G. T. aussi bien que le bouvrage de crême qu'ils font subir aux petits cadres est parfaitement conforme à cette position d'entremetteurs. Ils se gardent bien de lancer des luttes et ils se gardent encore plus de les diriger et de les orienter ; ils attendent que les ouvriers se lancent eux-mêmes dans la bagarre, localement, par catégorie, et fixent eux-mêmes leurs revendications particulières. Alors ils arrivent, la serviette sous le bras, pour dire : « Camarades, nous allons discuter avec la Direction ». Et ils discutent, et ils marchandent ; et si le patron lâche un petit quelque chose, ils vont " consulter la base " : « Voyez, camarades, ils ont fait une concession, faudrait peut-être que vous en fassiez vous aussi ».

C'est une Direction syndicale, ça ? Merde alors ! Les ouvriers n'ont pas besoin de marchands de tapis qui viennent faire les avocats ! Le rôle du Syndicat n'est pas celui d'un " entremetteur " cherchant à ménager la chèvre et le chou. Le rôle du Syndicat c'est d'organiser et d'unifier LES LUTTES du prolétariat pour ses conditions immédiates d'existence.

Isolés et fractionnés, les ouvriers sont impuissants pour arracher quelque chose au capital ; les négociations préalables ne servent

(Suite au verso)

ALLEMAGNE FEDERALE :

Les barbares arrivent !

" Les barbares arrivent " ! C'est avec ce cri, jailli du fond des entrailles, que la presse allemande a commenté l'avalanche de grèves " non autorisées " par les centrales syndicales qui, pour la première fois depuis la guerre, a déferlé sur l'Allemagne de Bonn où coule le lait et le miel, l'Allemagne sociétés-de-consommation endormie dans la beatitude de l'american way of life. Mais que diable se passe-t-il ? se sont-ils demandé. Et c'est ce qu'ils se demandent encore, tous tant qu'ils sont : les pontifes de la " grande coalition " et de l'éventuelle " petite coalition " de demain ; les démocrates-chrétiens, qui pensent avec angoisse aux exportations et refusent de réévaluer le " mark " ; les socialistes-démocrates, qui pensent avec horreur à une reprise de la lutte de classe et veulent réévaluer ; les industriels, qui sentaient pourtant vaguement ce qui leur pendait au nez (un des dirigeants de la Thyssen aurait écrit dès le 18 août à ses collègues : l'état d'esprit dans les usines laisse prévoir le pire, il y a des grèves sauvages qui couvent, des augmentations préventives aux salaires sont donc à conseiller), mais espèrent que Dieu pourvoiera ; tous, tant les ministres que les curés, les libéraux et les néo-nazis se le demandent : « Mais que diable se passe-t-il ? »

Eh bien, c'est très simple : la lutte de classe peut tomber temporairement en léthargie mais, comme la " vieille taupe " de Marx, elle ne cesse pas pour cela de miner le sous-sol de la société bourgeoise, et ce d'autant plus que cette société pète davantage de " santé " .

" L'affaire " a commencé dans la Ruhr, aux usines Hoesch de Dortmund ; plus de 3.000 métallos demandaient une augmentation de 30 pfennig de l'heure ; on leur en offrait 15 d'abord, puis 20 ; ils se sont mis en grève de leur propre initiative, contre l'avis du puissant Syndicat des Métalux (un des plus " à gauche " des syndicats allemands !) Parti à leur grande armée de classe, le feu couvra sous la cendre. Les employés et les fonctionnaires s'agitent : l'exemple est donné et le " petit poisson " de la Hoesch (comme on l'a appelé) risque de devenir une baleine.

Nous reparlerons de façon plus détaillée de cette magnifique explosion de combativité prolétarienne. Mais nous devons dès à présent mettre en évi-

les syndicats (voir " Neue Zürcher Zeitung " du 10 septembre) ; aussitôt après c'est le tour des usines de Brême et de la métallurgie d'Osnabrück, et la tache d'huile s'étend vers le sud jusqu'à Nuremberg, et au nord jusqu'à Kiel où la grève dure plus longtemps qu'ailleurs et où le spectre d'un glorieux passé (1918-1919) semble resurgir au lieu même où il avait pris corps dans la tempête sociale du premier après-guerre.

Au moment où nous écrivons " l'affaire " dure encore, bien qu'à une échelle moindre, et même si les ouvriers renoncent temporairement, à l'occasion du carnaval électoral, à user de leur grande armée de classe, le feu couvra sous la cendre. Les employés et les fonctionnaires s'agitent : l'exemple est donné et le " petit poisson " de la Hoesch (comme on l'a appelé) risque de devenir une baleine.

Nous reparlerons de façon plus détaillée de cette magnifique explosion de combativité prolétarienne. Mais nous devons dès à présent mettre en évi-

gence ses aspects importants et exaltants.

— Premièrement, il s'agit si peu d'un phénomène " local " ou " national " qu'aussitôt après il y a eu les grèves dans les chemins de fer et les transports publics en France, celles des cheminots et ouvriers de l'industrie en Argentine, celles des mineurs de l'Asturie, la vague de grèves de toutes les catégories en Italie. La lutte de classe n'a pas de frontières !

— Deuxièmement, les ouvriers allemands réclament des augmentations substantielles du salaire de base et non pas des primes et autres récompenses du rendement : ils les ont arrachées de vive force et de leur propre initiative ; que les ouvriers français profitent de la leçon !

— Troisièmement, en Allemagne encore plus qu'en France (où les bonzes ont déjà eu quelque peine à faire reprendre le travail en expliquant qu'on avait obtenu " assez ") les directions syndicales ont été

(Suite au verso)

PERMANENCES DU PARTI

● PARIS : Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e). Samedi 25 octobre, Samedi 15 novembre, Samedi 29 novembre, de 15 h. à 19 h. 30.

● MARSEILLE : Siège du " Prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves. Samedi 25 octobre, Samedi 15 novembre, Samedi 22 novembre, de 15 h. à 19 h. 30.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le 24 Octobre, à 21 heures

Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)

PARTI ET ORGANISATIONS DE CLASSE

LES GREVES DES POSTIERS

Ce qui frappe, à l'examen du déroulement de "Semaines revendicatives" organisées par la C.G.T. et la C.F.D.T. chez les Postiers, c'est la façon toute différente dont les organisations syndicales d'une part, le personnel des centres et bureaux les plus combattifs de l'autre, envisageaient les revendications et les moyens de les défendre.

Les dirigeants syndicaux déclinaient des grèves partielles, successives, avec préavis, pour protester contre les restrictions apportées par le gouvernement aux "débouchés" professionnels des cadres C et D et contre l'insuffisance, notamment, du nombre "d'intégrations" d'agents dans le cadre de contrôleurs. Les postiers de la base, au moins dans certains bureaux, tentaient au contraire des débrayages spontanés pour imposer l'amélioration des conditions et de la durée du travail. D'un côté, on défendait des revendications de catégories à l'aide de "formes d'action" qui n'inquiétaient nullement l'Administration. De l'autre, on exprimait un vif mécontentement concernant des revendications générales, communes à tous les salariés, dans la Poste et ailleurs. D'un côté, la routine, le compromis, la division. De l'autre, une chance d'unifier la lutte et de redonner confiance aux salariés en leur propre force.

De ces deux conceptions opposées, inutile de dire laquelle, en définitive, l'a emporté. Les "préposés" de Paris 15, dédaignant courageusement le préavis, ont fait grève pour obtenir des allègements de leur tâche, ce qui supposait un accomplissement considérable des effectifs et une réorganisation totale des services. Mais Paris 15 est resté isolé ; les dirigeants syndicaux tenaient à leur préavis et à l'action "telle qu'ils la concevaient. Aux grévistes menacés de réquisition, ils promirent une "riposte énergique" si la mesure se précisait ; mais dans les autres bureaux ils "dconseillaient" aux postiers d'imiter ceux de Paris 15. Aussi bien, Paris-Brune, qui prit la relève du mouvement, le fit avec préavis et des revendications plus édulcorées : conditions de service... mais respect du droit syndical. Il en fut de même pour Paris 20, Paris 8 et divers autres services, dont les mouvements, soit furent noyés dans l'offensive grève de 24 heures du 2 octobre, soit continuèrent seuls la lutte jusqu'à épuisement.

Les résultats de la grève de Paris 15 paraissent médiocres : augmentation de 20 unités à la distribution sur 600 ; promesse de réorganisation du service... en mars 1970 ! Mais cette lutte n'aura pas été vaine si elle amène les Postiers à prendre conscience de l'insuffisance de la tactique défaitiste qui consiste à mettre les revendications de catégories au lieu et place des revendications générales.

Les restrictions apportées par le gouvernement à l'avancement des catégories C et D sont la conséquence directe de sa politique générale d'austérité et il est bien visible que ce ne sont pas des grèves tourmentées de 24 heures qui feront reculer cette politique. Les avantages les plus limités ne peuvent être conquis, par les salariés, que par la force. Or, leur force, c'est de pouvoir lutter tous ensemble et tous à la fois, ce qui implique leur mobilisation sur la base de revendications qui les intéressent tous dans l'immédiat. Il est fou de penser que des catégories entières peuvent un jour passer en totalité dans la catégorie supérieure ainsi que le font miroiter les responsables syndicaux. Si quelques-uns de leurs membres bénéficient d'une mesure parcimonieuse, et que le gouvernement entend encore réduire, ce n'est que parce que cela crée la division et rend encore plus difficiles les luttes générales. Quant aux "avancements normaux" de fin de carrière, également frappés par

"l'austérité", cette maigre compensation offerte à des agents qui ont vécu toute leur existence administrative avec des salaires de misère, on ne peut la faire respecter que sur la lancée des grandes grèves comme celles de mai-juin 1968.

Les Postiers de Paris 15 qui ont tenté de rompre avec ces positions aberrantes et qui ont donné l'exemple de la façon dont on doit se battre et des objectifs en vue desquels on doit le faire, méritent donc d'être salués et félicités. Mais les meilleurs efforts de ce genre demeureront stériles s'ils res-

tent isolés. C'est donc au Centre, à la Direction de tout le mouvement qu'il faut porter le combat.

Pour affronter le patron, qu'il soit privé ou "étatique", il faut lutter contre ceux qui pactisent avec lui et monopolisent la direction du syndicat. Il faut donner à l'organisation ouvrière une orientation de lutte de classe, revenir à sa fonction véritable qui n'est défense des intérêts immédiats des salariés que pour autant qu'elle s'inspire de leur intérêt historique : l'abolition révolutionnaire de la dictature du capital.

Les barbares arrivent !

franchement débordées : balgnant dans le lait et miel du miracle, préoccupées avant tout du sort de l'économie nationale (dirigée par un ministre socialiste), habituées au dialogue avec les patrons, les directions syndicales n'envisageaient même pas une augmentation réelle du salaire de base ; les ouvriers ont imposé à la fois aux patrons et aux bonzes syndicaux ce que ni les uns ni les autres ne voulaient. Voilà un fait que les propriétaires doivent graver dans leur mémoire !

Quatrièmement : la peur donne des ailes, et les industriels et les bonzes de sont dépêchés de faire des "concessions". Mais les bien-pensants constatent (voir "Die Zeit" du 19 septembre) que : dans les usines, le lien entre sommet syndical et base est brisé, les syndicats ont des difficultés à garder le contact. (Voilà bien les euphémismes des plumitifs de Sa Majesté le Capital, qui appellent "difficultés de contact" une grève qui a balayé toute l'Allemagne !)

Et ils ajoutent : « Sans des actions concertées, sans l'intervention des syndicats dans la formation de la volonté économique et socio-politique (voyez un peu ce langage sorbonnard, tout ça pour ne pas dire "dans les rapports entre capital et travail" !), aucun développement conjoncturel équilibré n'est possible. Les syndicats allemands sont, par leur poids numérique et leur sens des responsabilités, UN DES PILLIERS DE L'ORDRE SOCIAL. Les exclus de l'action concertée — ou comme on voudra appeler après les élections l'institutionnalisation de cette méthode — aurait des conséquences funestes. »

Donc, quel que soit le résultat des élections, la sauvegarde de la "paix sociale" portera les syndicats à la tête de la lutte CONTRE la poussée instinctive des ouvriers, voilà ce qu'exigent les industriels. Alerte, prolétaires !

Les grèves allemandes apportent un rayon de lumière dans la situation de la classe ouvrière, et pas seulement en Europe Centrale. Il est bien vrai que les ouvriers se sont battus loca-

lement et d'eux-mêmes, mais dans une aire géographique et surtout économique immense. Il leur a manqué une direction centralisée : ils devront — et ils seront nécessairement poussés à le faire — reconquérir pour leurs propres buts les organisations centrales des syndicats, les arracher aux collaborateurs de la bourgeoisie et en faire une arme de la lutte de classe. Ils devront généraliser l'usage de l'arme qui, employée localement mais sans division par usine, atelier ou catégorie, a démontré une fois de plus son efficacité : la grève sans restrictions. Ils devront reconstruire le parti de classe qui les dirige non seulement dans les luttes quotidiennes, mais, en partant de celles-ci, dans la lutte finale.

Voilà le problème de tous les prolétaires de tous les pays : les grèves d'Allemagne et de France, d'Argentine, d'Italie ou d'Espagne, les posent avec force et annoncent sa résolution !

Les leçons des dernières luttes

seul moyen de faire plier le patronat en paralysant l'économie bourgeoise ; et puis il y a celle des directions syndicales officielles et des partis opportunistes qui prétendent que les victoires s'obtiennent non par cette unification, mais par des "négociations véritables" de la majeure "des résultats de ce dernier mois de grèves confirment que c'est là un mensonge. Les cheminots réclamaient la réduction du travail de nuit à 6 heures (décompte hebdomadaire). Tout ce qu'ils ont obtenu est que l'amplitude de nuit (temps séparant la prise du service de sa fin et comportant des coupures) passe du chiffre scandaleux de 11 heures à 8 heures seulement.

Quant au personnel de la R.A.T.P., qui, avoue "l'Humanité", avait engagé la lutte "au bout du compte, dans le seul but de faire restreindre les accords du printemps dernier" ; tout ce qu'il a obtenu... c'est une journée plus longue enco-

La misère garantie

Tout le monde parle en ce moment de la fixation du S.M.I.G. Le Gouvernement qui aurait des prétentions "sociales" a annoncé, pour faire passer la pilule du "Plan d'austérité", qu'il allait faire quelque chose pour les plus défavorisés. Résultat, le S.M.I.G. a été augmenté de 3,80 %, soit 20 francs par mois, soit 13 paquets de cigarettes (escroquerie des pourcentages) !

Cela ne nous étonne pas. On sait que la bourgeoisie, non seulement s'accommode fort bien de la misère sociale, mais que tout son édifice repose sur la surexploitation de larges couches du prolétariat. Mais les dirigeants de la C.G.T., ceux dont la fonction même est de défendre les conditions de vie des ouvriers, ceux-là qui n'hésitent pas à constituer l'organisation pour racoler les cadres, les gestionnaires du capital, eh bien ils laissent tout simplement crever les nombreux ouvriers ou bas de l'échelle des salaires.

Dans une note adressée par la C.G.T. au Ministre du Travail, on tente de convaincre celui-ci que la dignité de la personne humaine nécessite la garantie d'un salaire minimum de... 668,90 F répartis comme suit :

Alimentation	F 254,81
Habitation	F 127,62
Habillement	F 90,43
Soins personnels	F 20,13
Blanchissage	F 37,75
Transports	F 66,50
Divers	F 71,66
TOTAL	F 668,90

Ce "budget-type" est le résultat de longues édulcorations d'un ensemble de SPECIALISTES : la Commission Supérieure des Conventions Collectives.

Il n'est pas besoin d'être un grand spécialiste pour comprendre que ce Budget-type est un salaire de famine. Demander qu'il soit garanti, c'est implorer la garantie que leurs "bénéficiaires" aient de quoi CREVER ! Immonde trahison de la part des chefs de la plus grande centrale syndicale.

Il est vrai que de nombreux ouvriers et ouvrières sont actuellement moins payés que cela. Mais jamais l'Etat ne leur garantira autre chose que leur exploitation maximum. Seul le renforcement du prolétariat peut imposer un salaire plus élevé. La meilleure preuve, c'est que le S.M.I.G. actuel est indexé depuis sa création en 1950 : il n'a cependant cessé de prendre un retard énorme sur les prix, que seule la lutte de Mai 68 a permis de combler en partie, le prolétariat ayant pris en moins son propre sort en se frottant pas mal des PROCEDURES d'indexation ou autres.

La Commission de la C.G.T. prétend avoir remédié aux défauts de l'indexation sur les prix en demandant que le S.M.I.G. soit également indexé sur le NIVEAU MOYEN DES SALAIRES. Quelle égale trouvaille ! En réalité c'est une preuve de plus que les bonzes se font d'abord les défenseurs des mieux payés. (Défense de la hiérarchie salariale, augmentations en pourcentages...) Pour ne pas avoir l'air d'abandonner tout à fait les moins payés, on demande à l'Etat de garantir que leur salaire augmentera quand les autres salaires augmenteront.

Le syndicat de classe a pour but l'unification grandissante des travailleurs et arrache des conquêtes à la bourgeoisie en se battant avec ses armes de classe pour l'AUGMENTATION MASSIVE DES SALAIRES, PLUS FORTE POUR LES MOINS PAYES.

re ! Toutes choses qui n'empêchent pas la Commission administrative de la C.G.T. de parler de... « conquêtes non négligeables » !

Les directions syndicales se sont donc comportées comme un Etat-major qui ayant retiré l'armée du champ de bataille sur de simples promesses (en mai 68, les promesses concernaient... 1970 !) et ayant dû une nouvelle fois livrer bataille, déposerait une nouvelle fois les armes à nouveau sur de simples promesses (septembre 1969).

Pourquoi diable le Patronat céderait-il à un adversaire aussi soucieux de la paix sociale ? Si au lieu des victoires promises, il n'y a eu que défaites, la faute en retombe sur le défaitisme du syndicalisme de négociation.

Pourquoi ce défaitisme qui se couvre du prétexte de "démocratie à la base" sans parvenir à faire illusion ? Il n'est pas possible de répondre à la question sans passer sur le terrain politique. La lutte revendicative n'est, à considérer le fond et non la surface des choses, qu'une forme embryonnaire de la lutte de classe. Dans sa forme achevée, en effet, la lutte de classe ne vise pas à arracher tel ou tel avantage au patronat pour telle ou tel catégorie de salariés, ni même pour toutes les catégories ; elle vise à émanciper toute la classe prolétarienne du joug du salariat par une révolution politique d'abord, sociale ensuite.

Cela JAMAIS L'OPPORTUNISME SYNDICAL ET POLITIQUE N'A VOULU LE RECONNAITRE. En des temps moins tourmentés, cela ne l'empêchait pas de conduire plus ou moins honnêtement la petite guerre d'escarmouches quotidiennes contre les patrons. Mais aujourd'hui où la mise en valeur du Capital ou la dose du prolétariat se heurte à des difficultés croissantes ; aujourd'hui où seule la docilité et la résignation de la

classe ouvrière peuvent encore dissimuler la crise profonde du capitalisme, la lutte de classe révolutionnaire future se profile déjà derrière les moindres agitations "revendicatives" et c'est d'ELLE QUE L'OPPORTUNISME A PEUR.

C'est pour LA CONJURER qu'il divise les poussées prolétaires malgré le besoin d'unité instinctif des ouvriers, malgré surtout l'unité de l'ennemi groupé solidement autour de son Etat. C'est pour LA CONJURER qu'il brise chaque fois qu'il le peut le mouvement, qu'il tente de faire passer les échecs pour des victoires, la volonté de lutte pour "le goût de l'aventure" et la plus abjecte servilité pour de la "sagesse" !

Vains efforts ! La lutte de classe renaitra quand même parce qu'il n'y a pas de conquêtes durables pour le prolétariat dans la société bourgeoise, parce que la lutte revendicative ne peut pas être indéfiniment refoulée et donc parce que, du développement même de cette lutte, nait irrésistiblement une solidarité croissante des prolétaires, et donc une conscience croissante de n'avoir tous qu'un seul et même ennemi : le Capital.

Malheur donc aux défaitistes qui prônent la collaboration patriotique des classes et la paix sociale ! Et vivent les innombrables prolétaires qui, sans le savoir encore, préparent le triomphe futur du socialisme en résistant à leurs directions syndicales défaitistes !

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœsling
M. A R S E I L L E (X^{ème})

A la porte, les "entremetteurs"

à rien ; il faut se battre et se battre UNIS ET ORGANISES. La stratégie actuelle des bonzes syndicaux, c'est tout simplement la négation même du syndicat !

On se demande évidemment pourquoi nos bonzes prennent ainsi le risque de "suicider" le Syndicat. C'est qu'ils sont l'expression au niveau des luttes immédiates du courant politique de l'opportuniste qui, justement, prétend se placer entre la révolution et la contre-révolution, et qui, parallèlement, prétend concilier les intérêts immédiats des ouvriers et ceux du capital.

Mais en réalité ces intérêts sont inconciliables, tout comme il n'y a pas de position "intermédiaire" entre la révolution et la contre-révolution : quiconque n'est pas pour la révolution communiste est contre ; et quiconque prétend concilier les intérêts des ouvriers et ceux du capital défend les intérêts du capital. C'est tout !

Ces affirmations, que le mouvement communiste maintient contre vents et marées depuis un siècle, est confirmée de façon éclatante par le déroulement et l'issue des récentes grèves. A travers ces dures expériences, les prolétaires comprennent que même pour défendre efficacement leurs conditions de vie, ils doivent fouler à la porte ces entremetteurs qui les maqueroulaient, redonner à leur organisation immédiate de lutte son caractère de classe !